



Image : Angèle Etoundi Essamba, photographe camerounaise

# **“This Bridge Called My Back”**

**Féminicide, Violence et  
Discrimination envers les  
femmes noires Africaines**

Déclaration du Réseau Européen des Femmes Migrantes

**“This Bridge Called My Back”**  
**Féminicide, Violence et Discrimination envers**  
**les femmes noires Africaines**

Déclaration du Réseau européen des femmes migrantes, Bruxelles, juillet 2020

Le Réseau Européen de Femmes Migrantes se joint aux voix des activistes globaux qui exigent la fin de l'injustice raciale et la discrimination. Nous sommes tout autant attristées et fâchées par le racisme structurel systémique que par le manque de reconnaissance des autorités responsables pour son éradication.

Parmi les plusieurs communautés Africaines noires, les femmes continuent de porter le poids de cette discrimination. Les milliers de femmes et filles Noires disparues, tant aux Etats-Unis comme en Europe, témoignent de la grave négligence de la vie des femmes Noires.

Il est crucial que dans cette Campagne Mondiale pour la justice raciale, les voix des femmes noires ne soient pas ignorées et que la violence et la discréditation dont elles sont victimes reçoivent l'attention qu'elles méritent.

La pandémie du coronavirus a mis en lumière la violence et la discrimination dont sont victimes les femmes noires: en Europe, en Afrique, dans les États arabes et asiatiques, aux États-Unis. Les taux de mortalité liés au COVID sont parmi les plus élevés parmi les populations noires en Europe, ce qui met en évidence la pauvreté intergénérationnelle, les mauvaises conditions de vie, le faible accès aux services de santé et la ségrégation dans les professions les plus exposées au virus.

Depuis le début de la crise COVID, nous avons pu constater la jetabilité des travailleuses domestiques africaines dans le monde entier : laissées dans les rues et devant les ambassades qui ne peuvent pas ou refusent de les aider, ces femmes ne peuvent pas rentrer chez elles en raison de la fermeture des frontières et du manque de ressources pour s'offrir un billet d'avion. Sans abri et démunies, elles sont une proie immédiate pour les réseaux et les individus du crime organisé.

Même avant la pandémie, les travailleuses domestiques d'Afrique noires avaient été confrontés à des niveaux sans précédent de discrimination, d'abus, ainsi que de meurtres, dans le monde entier.

J'ai peur. J'ai peur ; ils pourraient me tuer" ont été les derniers mots de Faustina Tay, une employée de maison ghanéenne au Liban, alors qu'elle envoyait des dizaines de messages et de photos à des militants et à sa famille, détaillant les violences physiques, psychologiques et sexuelles récurrentes aux mains de ses "employeurs". Le cas de Faustina, retrouvée morte devant la maison de son employeur au Liban le 14 mars 2019, a une nouvelle fois mis en lumière les abus, et l'impunité des abuseurs, dont sont victimes les employées de maison noires.

Au Brésil, il y a près de 6,5 millions de travailleurs domestiques, dont 93% sont des femmes et 61% des femmes noires, qui gagnent en moyenne 60% de moins que les autres travailleurs. Une telle proportion de femmes noires dans le travail domestique est liée à l'histoire coloniale brésilienne et à la division du travail entre les sexes et entre les races qui lui est intrinsèque.

Nous, femmes et hommes noirs, avons été victimes d'un trafic d'êtres humains en provenance d'Afrique et amenés ici au Brésil. La plupart travaillaient dans les plantations, les autres dans la maison du maître - Creuza de Oliveira, leader de la Fédération Nationale des Travailleurs Domestiques.

Pour de nombreuses femmes d'Afrique noire, l'esclavage n'est pas seulement l'héritage du passé, c'est aussi l'horreur du présent. L'esclavage fondé sur l'ascendance est encore très répandu en Afrique de l'Ouest, notamment en Mauritanie, au Mali et au Niger, où plus de 80 % des victimes de l'esclavage ayant besoin d'un soutien sont des femmes. Dans ce système, les enfants nés d'une mère esclave sont considérés comme des esclaves, tandis que les femmes sont traitées comme des biens pour la production d'esclaves, régulièrement violées par des "maîtres" et forcées de porter leurs enfants. Pour limiter leurs déplacements, les femmes sont contraintes de travailler comme domestiques et même si elles peuvent s'échapper, le faire avec des enfants à charge est impossible pour la plupart. Le prix que certaines femmes paieront pour leur liberté est de laisser leurs enfants aux mains des maîtres esclaves. Après avoir échappé à l'esclavage, illettrées et sans papiers, les femmes sont confrontées à une discrimination généralisée, ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école et luttent pour trouver un travail et un logement décentes.

Certaines de ces femmes, ainsi que de nombreuses autres du continent africain, sont (re)trafiquées vers l'Europe où un tout nouveau cycle d'esclavage commence. Des jeunes filles de douze ans à peine sont envoyées sur les côtes européennes et disparaissent presque immédiatement à leur arrivée. Ramassées par des maquereilles et des proxénètes, elles sont brutalisées et forcées à se prostituer, endettées pour leur propre trafic. Une fois que ces filles ont disparu, on les retrouve rarement, sauf si elles sont mortes. Lorsqu'elles sont identifiées comme victimes de la traite, leur droit à la protection, à l'asile et à une indemnisation est systématiquement refusé et les femmes sont renvoyées dans leur pays d'origine et entre les mains de leurs exploités.



Photo: Les cercueils de 26 jeunes filles nigérianes noyées en Méditerranée, préparées pour être enterrées à Salerne, en Italie. 2017 (Source : AFP)

L'abus sexuel et pornographique des femmes et des filles noires a sa propre niche lucrative dans le système de la prostitution où les fantasmes coloniaux des hommes se heurtent aux victimes "exotiques" fournies par les réseaux criminels internationaux. Là où les cartels organisés de la traite restent invisibles, les "lover boys" manipulent et contraignent les jeunes femmes et filles noires à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Les réseaux pédocriminels se sont multipliés sur les médias sociaux – Telegram, WhatsApp, Facebook – avec des hommes qui font des offres pour les filles qui peuvent maintenant être brutalisées à la demande sans être physiquement trafiquées. Les sites pornographiques sont peuplés d'étiquettes "adolescents noirs violés" et "femmes noires esclaves".

En Europe, de nombreuses femmes d'ascendance africaine sont confrontées à la pauvreté et à l'exclusion intergénérationnelles et apparaissent systématiquement parmi les groupes ayant le moins accès aux services de santé, confrontés à la discrimination au sein des services d'obstétrique, de maternité et d'aide à l'enfance. Dans les hébergements pour réfugiés, y compris dans le cadre des dispositions dites directes\*, les femmes africaines sont poussées à se prostituer tout en vivant au quotidien les risques de violence de leur partenaires intimes et de contrôle coercitif de la part de leurs partenaires masculins. La plupart des femmes ne signalent pas ces crimes par peur de perdre leur statut juridique et de subir les représailles de la communauté.

\*les centres de détention pour demandeur(-euse) d'asile en Irlande



## **"J'ai tellement peur, je ne peux même pas respirer"**

L'absence de réaction, la lenteur des enquêtes et les fautes commises par la police dans les cas de violence contre les femmes noires en Europe aggravent la situation.

"J'ai tellement peur que je ne peux même plus respirer" sont les derniers mots que Linah Keza, originaire du Rwanda, a dit à la police britannique lorsqu'elle a demandé de l'aide à plusieurs reprises les 28 et 29 juillet 2013, avant que son ex-partenaire violent ne la poignarde à mort le 31 juillet.

Linah a également demandé une ordonnance de protection au tribunal, expliquant dans sa déclaration comment, au cours des quatre dernières années, elle a été harcelée, traquée, contrôlée, intimidée et maltraitée par un homme qui l'a frappée, a tenté de l'étrangler, l'a étouffée avec un oreiller, lui a mis un couteau dans la bouche et était connu pour porter une arme.

"Je pense que je risque de subir un préjudice important si l'on n'ordonne pas au défendeur d'arrêter immédiatement ... Je suis pétrifiée... Je ne veux plus vivre une vie de violence", a-t-elle déclaré dans sa déclaration.

En mars 2019, une période inacceptablement longue après son meurtre, les trois policiers ont été reconnus coupables de faute grave, ont reçu un avertissement mais ont conservé leur emploi. Entre-temps, la mort de Linah est devenue une "étude de cas" dans le cadre d'une formation sur la violence domestique censée accorder une attention particulière au traitement des femmes noires.

## **La vie d'une femme noire est plus qu'une "étude de cas". Combien d'études de cas faut-il pour comprendre que la vie des femmes noires est importante ?**

Malgré des siècles de brutalité et de discrimination coloniale, malgré l'omniprésence du racisme sexualisé et du sexisme racialisé, les femmes noires n'ont jamais été passives dans la lutte contre l'oppression.

Elles ont dirigé et continuent de diriger les mouvements de libération et de justice : de la résistance anticoloniale dans les nations africaines, au Combahee River Collective des années 70 aux États-Unis et au Brixton Black Women's Group au Royaume-Uni, jusqu'au Black Lives Matter en 2013. Les femmes noires ont défendu leurs droits – à la vie, à la liberté, à la sécurité et à un revenu décent – et elles ont défendu ces droits pour leurs communautés, leurs familles, leurs enfants et leurs proches.

Les femmes noires se sont constamment engagées dans la lutte, pour les droits de leurs communautés en tant que citoyennes égales dans la société au sens large et pour leurs propres droits en tant que femmes dans leurs communautés. Elles ont interrogé la discrimination raciale au sein des mouvements de femmes, elles ont tenu tête aux patriarques des mouvements antiracistes et à leurs propres foyers, elles ont parlé avec courage de la domination patriarcale blanche qui continue à imprégner le système de pouvoir et les institutions.

Aujourd'hui, nous appelons les institutions publiques chargées de protéger les droits, les libertés et la dignité des citoyens, les autorités chargées de l'immigration et de l'asile, le pouvoir judiciaire et la police, les hommes politiques en place et ceux qui se préparent à se présenter aux élections, les institutions médicales et éducatives et le secteur des affaires, à reconnaître et à mettre un terme à la discrimination raciale et sexuelle systémique à l'encontre des femmes noires.

Nous appelons nos sœurs et frères, dans le mouvement des droits de l'homme, à se souvenir et à reconnaître le rôle et la contribution des femmes noires. De respecter et de chérir l'analyse et la contribution des femmes noires africaines. De reconnaître l'oppression raciste et misogyne à laquelle les sœurs noires sont confrontées, au niveau mondial, et de s'engager à prendre des mesures concrètes pour l'éradiquer.